



AGIR
pour
l'environnement

ENERGIE

Mesure n°23 : Fermer Fessenheim, la plus vieille centrale nucléaire française

En obtenant, à la suite de visites décennales expéditives, la possibilité de prolonger de dix puis vingt ans le fonctionnement des plus vieilles centrales électronucléaires, EDF prend des risques inconsidérés. Tant en terme de sécurité des installations que du point de vue financier, l'allongement de la durée de vie des réacteurs nucléaires a des conséquences insoupçonnées. En effet, les cuves des réacteurs connaissent des contraintes qui ne laissent pas de place à l'improvisation. La gestion purement comptable doit être proscrite. Or, le choix du producteur historique est dicté par des arguments d'ordre budgétaire permettant d'allonger la durée d'amortissement de centrales dont les coûts d'investissement sont faramineux.

Paradoxalement, EDF réclame un prolongement de la durée de vie des centrales et par voie de conséquence la prorogation d'une situation de surproduction chronique d'électricité tout en obtenant simultanément la possibilité de construire de nouveaux réacteurs dits EPR, ajoutant donc de fait de la surcapacité déjà existante ! L'EPR ne viendrait donc pas en remplacement des anciennes centrales nucléaires mais en plus...

Mais l'enjeu de la durée de vie des centrales est ailleurs. L'arrêt puis le démantèlement des centrales les plus anciennes dépassent de très loin les provisions engrangées pour ce faire. L'un des premiers réacteurs expérimentaux situés à Brennilis a entraîné un coût vingt fois plus élevé que ce qui avait été budgété à l'époque de la construction. Reporter la date de ce démantèlement permet ainsi de cacher les véritables coûts du nucléaire.

A l'aide d'une soule libératoire, le lobby nucléaire s'est acheté une tranquillité à bon compte pour le démantèlement de certains sites vieillissants. En recourant à cette soule libératoire, le CEA verse une somme prédéfinie et en une seule fois à l'Etat qui se chargera de démanteler le site, quel qu'en soit son coût total. L'Etat ayant besoin d'argent frais pour combler certains déficits, il cherche à obtenir quelques milliards *hic et nunc*, quitte à reporter sur les générations futures l'inconséquence présente de certains responsables politiques.

En minorant certains coûts, le nucléaire devient compétitif. La gestion des déchets radioactifs, le coût des démantèlements, de recherche, ou les frais engendrés par la surveillance des sites sensibles susceptibles d'attaques terroristes sont systématiquement reportés sur la collectivité. Privatiser les bénéfices en nationalisant les pertes, un système bien établi dans le monde merveilleux du nucléaire.

